

Contrat doctoral fléché FR Agorantic

Directeur de thèse : Guillaume MARREL

Co-directeur : Vincent LABATUT

Co-encadrant :

Correspondant : Guillaume MARREL

Mail : guillaume.marrel@univ-avignon.fr

Téléphone : 04 90 16 27 53

Titre en français :

Réélection ou rotation ? Reconstitution automatique de trajectoires politiques et réformes de la représentation démocratique

Titre en anglais :

Incumbent re-election or rotation in office ? Automatic recovery of long political careers, and reforms of the democratic representation

Mots-clés : Professionnalisation politique, trajectoire électorale, rééligibilité, cumul dans le temps, rotation politique, réforme électorale, données biographiques, extraction de séquences

Co-tutelle : Non

Profil du/de la candidat-e :

La personne candidate devra disposer d'une solide formation de sciences sociales (notamment science politique ou sociologie politique). Elle investira le champ thématique de la sociographie du personnel politique, de l'analyse des trajectoires et des carrières électorales, de la socio-histoire de la démocratie représentative et des formes de la professionnalisation politique. Si une formation aux méthodes quantitatives constitue un atout, celle-ci n'est pas un prérequis tant que la personne fait montre d'un intérêt pour l'évolution des outils numériques de mesure et d'objectivation statistique ainsi que de dispositions au travail pluridisciplinaire. Elle devra intégrer les axes de recherche du laboratoire

Biens, Normes et Contrats (EA 3788) et sera invitée à participer activement aux travaux de la fédération de recherche [Agorantic](#) (FR 3621).

Présentation détaillée du sujet :

Le sujet de thèse articule sociologie du personnel politique d'une part et extraction, traitement et analyse de données, d'autre part. Il porte sur la longévité du personnel politique et les réformes électorales de limitation de la rééligibilité dans les démocraties contemporaines. Le projet de loi sur la moralisation de la vie publique porté par le Garde des Sceaux français début juin 2017 prévoyait la limitation du "cumul dans le temps" en réduisant à trois le nombre de mandats identiques successifs des membres d'exécutifs locaux et des parlementaires. Cette mesure de "dé-professionnalisation politique" désormais intégrée au projet de réforme constitutionnelle de *La République en Marche* rouvre un débat historique, marqué jadis par l'éloquence de Robespierre, sur le bon tempo démocratique et l'alternative entre rotation et compétence des "élus du peuple". La thèse associe objectivations quantitatives et analyses qualitatives : elle vise à saisir les pratiques d'appropriation durable des mandats représentatifs et des fonctions exécutives, les usages et les effets de la longévité électorale (Marrel and Payre, 2006a), afin d'évaluer les controverses relatives à la professionnalisation politique (Boelaert et al., 2017) qui préparent une éventuelle limitation de la rééligibilité en France. Il s'agit d'inscrire l'actuel débat législatif sur la réglementation du métier d'élu dans l'histoire du réformisme démocratique et des politiques électorales occidentales (Ehrhard, 2016), et de lier cette réflexion sur les temporalités de la représentation politique au renouvellement de l'objectivation des pratiques en termes de stabilité et de longévité du personnel politique.

Partenariat :

La société [HumanRoads](#) développe un "GPS d'orientation" sous la forme d'outils informatiques de cartographie, de guidage et d'accompagnement des trajectoires de formation, d'insertion et de reconversion professionnelles, à partir des données des réseaux sociaux numériques professionnels. Elle s'associe au projet afin de développer des instruments spécifiques pour les métiers du politique.

Domaines / Thématiques :

Science politique (CNU04) : Sociologie du personnel politique et de la professionnalisation

Informatique (CNU27) : Extraction et analyse de données structurées et non-structurées

Objectifs :

La thèse à vocation à combiner étude des politiques de réforme électorale et sociologie du personnel politique et de ses pratiques, en combinant méthodes de recherche qualitatives et techniques de traitement statistique et informatique, dans une démarche socio-historique et comparative. Elle consiste d'abord en une socio-histoire des configurations du débat réformateur relatif aux pratiques d'accumulation de mandats électifs dans le temps, articulant analyse des acteurs,

expertises, argumentaires, mobilisations et procédures législatives dans diverses fenêtres d'opportunités. Elle interrogera les logiques, les motivations et les effets de cette remise en cause de l'appropriation durable des mandats sur l'identité des élus, les trajectoires politiques, les marchés électoraux, le comportement législatif, l'influence des lobbies, le poids de l'administration, l'équilibre des pouvoirs institutionnels... Pour éclairer les termes de ce débat, la thèse vise également à renouveler la mesure et la représentation de la longévité des trajectoires politiques, et à actualiser la connaissance des variables socio-biographiques et contextuelles de la stabilité politique. Elle mobilisera alors les données pertinentes et accessibles à partir d'outils informatiques de fouille, d'extraction et de représentation d'information.

Contexte et enjeux :

Votée le 22 janvier 2014 après 150 ans de débats et mise en œuvre en 2017, l'interdiction du cumul des mandats parlementaires avec une fonction exécutive locale met fin à une singularité politique française en terme d'incompatibilité. La "fin du cumul dans l'espace" associée à l'idée du "mandat unique" laisse le champ libre à une autre revendication réformatrice plus radicale et souterraine concernant le "cumul dans le temps". Celle-ci ne vise plus l'exercice simultané mais successif de fonctions électives et s'attaque donc, par delà l'originalité française du cumul, au fondement même de la notion de "carrière politique" dans les démocraties contemporaines.

Le principe de cette limitation du nombre des mandats identiques et successifs autorisés est familière de l'histoire institutionnelle états-unienne : *the American rotation in office* s'applique non seulement à la présidence des Etats-Unis depuis 1951, mais aussi aux parlementaires de 11 États et aux édiles dans plus de 3 000 communes, depuis la fin des années 1990 (Marrel and Payre, 2004). En France, la réforme constitutionnelle de 2008 initiée par N. Sarkozy a de même réduit le nombre de mandats présidentiels successifs à deux. En 2016, F. Hollande a suggéré de limiter à trois le nombre de mandats consécutifs des parlementaires et la fin de la rééligibilité infinie s'impose comme le nouveau grand objectif réformateur, au point de faire l'unanimité parmi les candidats de la primaire socialiste. La mesure est également défendue par *Transparency International*, ainsi que l'Institut Montaigne qui plaide pour une limitation plus sévère à deux mandats (Baudry, 2017). Rien d'étonnant à ce que le projet figure également aujourd'hui dans le programme réformateur d'E. Macron.

Le principe fait historiquement référence à la proposition Jefferson de 1777 limitant à trois les mandats au Congrès et au décret Robespierre de 1791 sur la non-rééligibilité des constituants. Présentée comme un remède à la "crise de la représentation" et comme un levier du renforcement du pouvoir législatif, la mesure serait aujourd'hui plébiscitée par 77 % des Français selon un sondage *Odoxa-Le Parisien-Radio France* publié le 24 janvier 2016. Elle permettrait, dit-on, d'accélérer le renouvellement de la classe politique, son rajeunissement et sa féminisation, mais aussi un meilleur accès des salariés du privé et des "Français issus de la diversité" à la représentation démocratique. Elle modifierait ainsi radicalement la structure même de la "classe politique", mais imposerait alors de prendre en charge les transitions professionnelles des représentants et de rouvrir le dossier du statut de l'élu.

Cette limitation de la liberté de candidature peut être également perçue comme une remise en cause du principe de "spécialisation", et partant comme un affaiblissement de l'autonomie et de

l'autorité des élus, que ce soit face au pouvoir exécutif, à l'administration dont l'action s'inscrit dans une toute autre temporalité, ou encore aux intérêts économiques prompts à s'occuper de la reconversion des acteurs d'un pouvoir législatif régulièrement renouvelé (Marrel and Payre, 2005). Les travaux sur les *Term Limits* nord-américains ont ainsi mis en évidence les risques de la réduction de l'expérience parlementaire (*incumbency*) notamment sur le comportement législatif des représentants durant leur dernier mandat (Polsby, 1993).

En proposant d'examiner les conditions de cette réglementation de la représentation et de la professionnalisation politique et les logiques de carrières qu'elle pourrait bouleverser, la thèse vise non seulement à éclairer le débat en cours, mais surtout à l'appréhender comme l'un des grands enjeux de la régulation démocratique. Pour ce faire, cette recherche pourra s'inscrire dans trois dynamiques scientifiques :

La première concerne le renouvellement de la sociologie de la codification de la démocratie représentative et du droit électoral par l'analyse des "politiques publiques électorales" en France (Ehrhard, 2016) et des réformes démocratiques en Europe (Bedock, 2014). En étudiant la mise à l'agenda de la non-rééligibilité, il s'agit de revisiter les conditions de l'auto-réglementation du métier d'élu (Lehingue, 1999) et les formes de la codification temporelle des mandats, au cœur même du principe d'indétermination et d'incertitude du pouvoir démocratique (Marrel and Payre, 2001, 2006b).

La thèse nourrit ensuite un autre ensemble de travaux qui revisitent, depuis le début des années 2010, la sociologie de la représentation (Mazeaud, 2014), du métier, du travail politique (Demazière and Le Lidec, 2014) et de la profession politique (Boelaert et al., 2017). L'étude de la longévité politique et de l'*incumbency* permet ici de renouer avec les enquêtes fondatrices (Dogan, 1953), mais trop rares en sociologie politique consacrée au recrutement et à la stabilité du personnel politique (Cotta and Best, 2007; Somit et al., 1994). La recherche pourra être l'occasion de développer une analyse séquentielle des carrières politiques (Abbott and Tsay, 2000; Lemerrier, 2005).

La troisième dynamique est davantage méthodologique et relève de la pluridisciplinarité à laquelle invitent à la fois l'accessibilité relativement nouvelle des données sur les trajectoires et le travail politiques, et le développement des outils statistiques et graphiques conçus pour les traiter. La thèse a vocation à éprouver l'investissement prudent et raisonné des sciences sociales du politique et de l'informatique des données (Ollion and Boelaert, 2015) dans l'identification, la sélection, l'accès, l'extraction, l'exploitation et l'interprétation des données numériques plus ou moins massives, ouvertes et pertinentes pour la description et la compréhension de la persistance paradoxale du phénomène oligarchique dans les démocraties contemporaines, des pratiques et de l'activité politique liées à l'appropriation personnelle des fonctions de pouvoir.

Méthodes :

Dans le cadre de la FR Agorantic, l'encadrement pluridisciplinaire de cette thèse sur la longévité politique et la remise en cause de la rééligibilité invite à plusieurs innovations et hybridations méthodologiques.

L'étude possiblement comparative et socio-historique des controverses contemporaines, des débats publics et des réglementations du "cumul dans le temps" ainsi que des réseaux d'acteurs

réformateurs mobilisés, pourra s'appuyer sur des méthodologies qualitatives classiques mobilisant des sources documentaires (littérature réformatrice, archives parlementaires, traces médiatiques...) et vivantes (entretiens, observations directes...).

L'enquête relative aux trajectoires et aux carrières politiques pourra comporter une dimension comparative et socio-historique équivalente. Elle reposera sur l'exploitation d'une base de données combinant des sources biographiques hétérogènes et l'utilisation de méthodes adaptées aux données dynamiques et longitudinales. La base de données compilera les informations utiles à la représentation des trajectoires politiques. Elle pourra être constituée à partir de l'exploitation de données structurées - disponibles par exemple dans le Registre National des Élus (RNE), ou les bases de données spécialisées telles que [Le trombinoscope](#) - et de données non structurées (langage naturel) - accessibles par exemple dans les notices et portraits des députés et sénateurs, les biographies *Wikipedia* ou les nombreux dictionnaires biographiques locaux et nationaux consacrés au personnel politique, tels que le *Maitron*. Ces données nécessitent d'appliquer des outils issus du traitement automatique du langage naturel (TALN) afin d'identifier les événements qui constituent les jalons du parcours professionnel politique (Marrel and Labatut, 2017). L'exploitation de la base de données permettra d'extraire les trajectoires professionnelles des élus, afin de les visualiser, les caractériser, et les comparer. Nous considérons alors une trajectoire professionnelle comme une séquence d'événements. La manipulation de trajectoires s'apparente donc à l'analyse de séquences, au sens mathématique du terme. La thèse pourra tester et combiner différents outils d'analyse séquentielle : ceux relevant de l'exploration cartographique et permettant de visualiser les trajectoires et d'y naviguer ; ceux dédiées à la comparaison de séquences, comme la distance de Levenshtein (Levenshtein, 1966) ; ou encore les outils de caractérisation plus avancés, comme ceux de recherche de motifs fréquents, issus de la fouille de données séquentielles (Mabroukeh and Ezeife, 2010). La thèse pourra encore explorer une approche à base de graphe exploitant l'information relationnelle présente dans la base de données, qui permettrait de modéliser une masse de trajectoires, sous la forme de chemins dans un graphe d'événements.

Références bibliographiques :

- Abbott, A., and Tsay, A. (2000) Sequence Analysis and Optimal Matching Methods in Sociology: Review and Prospect. *Sociological Methods & Research* 29(1): 3-33.
- Baudry, A. (2017, June 12) Limiter le cumul des mandats dans le temps : deux ou trois ? *Réforme de l'Etat*.
- Bedock, C. (2014) Les déterminants politiques de la fréquence des réformes démocratiques. *Revue française de science politique* 64(5): 929-954.
- Boelaert, J., Michon, S., and Ollion, É. (2017) *Métier député: enquête sur la professionnalisation de la politique en France*. Paris, France: Raisons d'agir éditions.

- Cotta, M., and Best, H. (Eds.) (2007) *Democratic representation in Europe: diversity, change, and convergence*. Oxford, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
- Demazière, D., and Le Lidec, P. (Eds.) (2014) *Les mondes du travail politique: les élus et leurs entourages*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Dogan, M. (1953) La stabilité du personnel parlementaire sous la Troisième République. *Revue française de science politique* 3(2): 319–348.
- Ehrhard, T. (2016) Penser les politiques électorales. *Gouvernement et action publique* (1): 9–33.
- Lehingue, P. (1999) Vocation, art, métier ou profession? Codification et étiquetage des activités politiques. In Offerlé, M. (Ed.), *La Profession Politique, XIXe-XXe Siècles* (Belin.). Paris: Belin.
- Lemerrier, C. (2005) Les carrières des membres des institutions consulaires parisiennes au xixe siècle. *Histoire & mesure* XX(XX-1/2): 59–95.
- Levenshtein, V. (1966) Binary codes capable of correcting deletions, insertions and reversals. *Soviet Physics Doklady* 10(8): 707–710.
- Mabroukeh, N., and Ezeife, C. (2010) A taxonomy of sequential pattern mining algorithms. *ACM Computing Surveys* : 3:1-3:41.
- Marrel, G., and Labatut, V. (2017, November 6) *La visibilité politique en ligne : Contribution à la mesure de l'e-reputation politique d'un maire urbain*. Presented at the Colloque Big Data et visibilité en ligne : Un enjeu pluridisciplinaire de l'économie numérique Université des Antilles, Fort de France.
- Marrel, G., and Payre, R. (2001) Le temps des maires. L'allongement du mandat en 1929 : une redéfinition de l'espace politique municipal. *Politix* 14(53): 59–86.
- Marrel, G., and Payre, R. (2004) 'Throw the bums out !' La remise en cause de la rééligibilité parlementaire aux États-Unis. *Parlement[s], Revue d'histoire politique* 2(2): 97–115.
- Marrel, G., and Payre, R. (2005) Entre action et élection: les impératifs de la gestion publique dans la codification temporelle des mandats. *Politiques et management public* 23(4): 1–17.
- Marrel, G., and Payre, R. (2006a) Des carrières au parlement longévité des eurodéputés et institutionnalisation de l'arène parlementaire. *Politique européenne* 18(1): 69–104.

- Marrel, G., and Payre, R. (2006b) Temporalités électorales et temporalités décisionnelles. Du rapport au temps des élus à une sociologie des leaderships spatio-temporels. *Pôle Sud* 25(2): 71-88.
- Ollion, É., and Boelaert, J. (2015) Au delà des big data. Les sciences sociales et la multiplication des données numériques. *Sociologie* 6(3): 295-310.
- Polsby, N. W. (1993) Some Arguments against Congressional Term Limitations. *Harvard Journal of Law & Public Policy* 16: 101.
- Somit, A., Wildenmann, R., and Boll, B. (Eds.) (1994) *The victorious incumbent: a threat to democracy ?* Aldershot: Dartmouth.